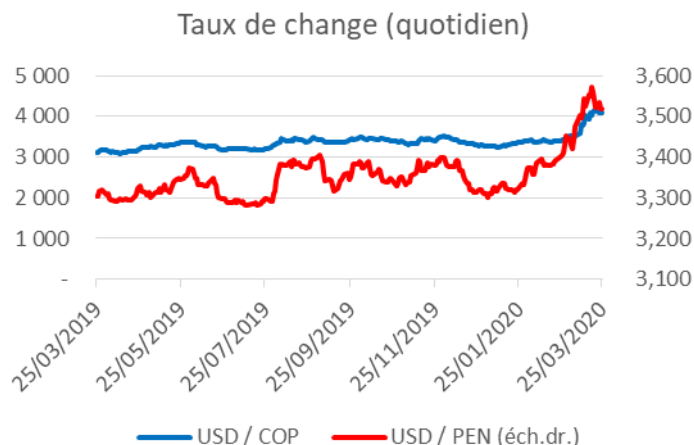
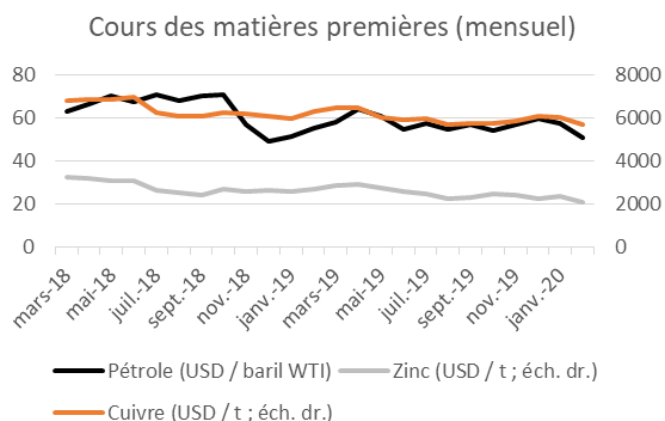




Région

2019 – Population : 138 M

PIB : 785 Mds USD



Mesures de santé publique.

	Interdiction d'entrée	Limite des rassemblements	Fermeture d'établissements	Confinement
Bolivie	Fermeture toutes frontières et vols commerciaux (sauf marchandises)	Interdiction tout rassemblement	Tout sauf biens et services essentiels ; secteur financier: personnel et horaires réduits	Confinement et couvre-feu national jusqu'au 4/4, hors secteurs essentiels; ravit biens essentiels entre 7 et 12h seulement ; transport public et privé (hors marchandises) suspendu
Colombie	Fermeture toutes frontières (et entrées aériennes à partir 23/03, pour 30j)	50 personnes (10 à Cali)	Bars et discos ; tous établissements scolaires (gym et ciné ont fermé d'eux-mêmes, ainsi que certaines chaînes resto)	Isolement pour tous (sauf sorties essentielles) pour 19j à partir 26/03
Equateur	Etrangers non-résidents	Pas de rassemblements ; déclaration urgence sanitaire	Tout public et privé sauf santé, alimentaire, sécurité, télécom et services financiers.	Confinement 14 jours. Couvre-feu national à partir 14h. Province Guayaquil : zone sécurité nationale
Pérou	Fermeture frontières ; vols interdits hors rapatriements coordonnés entre Etats	Selon type établissement autorisé	Tout sauf alimentaire, banques, santé, essence ; poursuite activité mines autorisée (personnel réduit)	Confinement jusqu'au 30/03 hors déplacements essentiels ; déplacements internes interdits hors autorisation police ; couvre-feu 20h - 5h ; véhicules particuliers interdits ; rapatriés confinés dans hôtels ; achat 1,6 M tests
Venezuela	Fermeture des frontières	Cf. confinement	Tous établissements (sauf hôpitaux, pharmacies et alimentaire). Fermetures tous magasins à 16h, couvre-feu de facto à 19h ou 22h	Total (sauf exception) - 4.000 kits arrivés de Chine et 10.000 de Russie

Nouvelles annonces / mesures économiques.

	Macro	Sectoriel	Banque centrale
Bolivie	Subventions personnes fragiles au chômage technique ; IS reporté à mai (ces 2 mesures : 1,6 Md USD); baisse attendue >40% royalties gaz régions ; report calendrier électoral	Fin droits douane pour médicaments ; travail en horaires continus ; réduction prix électricité ménages 30% en avril ; sécurisation approvisionnement gaz ménages ; report échéances crédit particulier et entreprises secteur prioritaire	BCB injectera 3,4 Mds BOB (494 MUSD) au travers de "politiques non conventionnelles"
Colombie	Suspension émission souveraine ; exemption TVA ménages modestes ; mesures commerciales banques pour crédits ; total mesure pub soutien : 15.000 Mds COP (3,7 Mds USD) ; conso fluides gratuite tous ménages Bogota du 20/03 au 20/04 ; Corficolombia baisse prévision de croissance 2020 3,1% à 0%	Ligne crédit tourisme et aviation ; report IS et TVA S1 vers S2 ; Avianca cloue au sol 132 de ses 142 avions de passagers (risque faillite <3m). Primes personnel santé ; amendes et fermetures administratives pour événements ne respectant pas limite 50 pers (Bogota)	Emission de 1 Md USD NDF pour sécuriser taux de change opérateurs ; + d'entités éligibles à fenêtre liquidité et repo ; fenêtre repo étendue de 30 à 90j
Equateur	Baisse note Fitch à CC. Bon 60 USD pour revenus <400 USD avril et mai. Paiement 350 MUSD sur obligation Global 2020 et recours période grâce 30j (200 MUSD) pour intérêts obligatoires 2020, 2022, 2025 et 2030. FMI annonce facilité d'urgence 500 MUSD et 500 MUSD supp attendus de CAF, BIM et BM.	Démission ministre Santé et travail. Report IR de 60 jours pour les entreprises. Possible restructuration dettes banques y compris publiques (60 jours). Fin droits douane pour produits médicaux. Suspension (3m) charges patronales. Ligne crédit 50 MUSD par banque sécu soc pour PME	N.D.
Pérou	Transfert 380 PEN pour foyers pauvres ; mesures commerciales banques pour crédits ; 40 MPEN pour suivi senior ; nouveau ministre Santé. Plan total Covid : 4,5 Mds USD (dont 1,9 approuvés)	Hausse couverture crédit ; baisse droits douane pour 65 lignes santé ; report 3M IR et IS pour soc CA < 6 MUSD ; transfert 90 M PEN secteur santé ; interdiction couper télécoms ; secteur pétrolier doit réorienter vers approvisionnement national ; pertes 2,9 Mds PEN (815 M USD) pour AFP	injection 500 M PEN liquidité en repo 6m ; limites opérations monnaies étrangères relevées ; Injection 400 M PEN repo 1 an et taux 3,1% ; baisse taux directeurs de 2,25% à 1,25% ; injection repo 400 M PEN à 2 ans et taux 3,24%
Venezuela	Demande au FMI facilité financière 5 Mds USD (refusé en absence reconnaissance d'un gouvernement) ; "bono coronavirus" pour détenteurs carnet patrie ; paiement par gouvernement salaires employés PME ; interdiction licenciements jusqu'à décembre 2020	Chute de la production de pétrole. Fort risque de pénuries et tensions sociales. Plan investissement agricole pour assurer les 7M comités de production locale (CLAP). Crédits bancaires vers secteurs prioritaires. Moratoire 6m crédits bancaires, loyers, télécoms	Aucune intervention. Très faibles réserves de changes (6,9 Mds USD). Emission monétaire pour financement mesures

Bolivie**2019 – Population : 12 M****PIB : 42 Mds USD****Le gouvernement déclare l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 15 avril.**

Initialement en vigueur du 22 mars au 4 avril, le gouvernement a décidé de prolonger l'état d'urgence sanitaire et ses mesures associées pour 11 jours supplémentaires. Les frontières restent fermées, les industries non-essentiels suspendront leurs opérations et les citoyens devront rester chez eux. Seuls les services de santé, financiers et la chaîne de production d'aliments et produits de première nécessité pourront continuer d'opérer. Concernant les citoyens, ils ne pourront se déplacer que pour acheter des vivres et produits de première nécessité entre 7h et 12h pendant les jours ouvrables. Les transports public et privé étant suspendus, les centres de travail qui demeurent en opérations devront prévoir des moyens de transport pour leurs employés. En outre, des mesures à caractère social telle la réduction de moitié de la facture d'eau et la distribution d'un panier de la ménagère gratuit pour 1 M de familles ont été annoncées.

Le Tribunal Suprême électoral propose de réaliser les élections présidentielles entre le 7 juin et le 6 septembre.

L'épidémie du COVID-19 rendait impossible la tenue des élections présidentielles prévues pour le 3 mai, vu les perturbations dans le calendrier de l'organisation. Le TSE a ainsi obtenu l'accord de tous les partis, incluant le MAS (à l'origine opposé) pour reporter le calendrier électoral. Les nouvelles échéances pour les préparations et le scrutin seront décidées dans des réunions ultérieures.

Les banques donneront des facilités à leurs clients en manque de liquidité du fait de l'épidémie du COVID-19.

L'Asoban (association des banques privées) a annoncé que les personnes et sociétés avec des problèmes de liquidité liés à l'épidémie du COVID-19 pourront bénéficier du i) report des mensualités ; ii) reprogrammation des dettes ; et iii) l'accès à de nouveaux crédits. Concernant les nouveaux crédits, les sociétés des secteurs suivants sont priorisées par le gouvernement : tourisme, transport et PME consacrées à l'alimentation et des produits manufacturés.

Colombie**2019 – Population : 48 M****PIB : 328 Mds USD****Renault ferme son usine durant le confinement national.**

Seuls quelques personnels administratifs continueront de travailler, en majorité en télétravail, tandis que les activités industrielles se limiteront à la maintenance et réparation des véhicules des services de secours et de santé, de transports d'aliments et de transports publics de passagers et de marchandises.

Equateur**2019 – Population : 17 M****PIB : 108 Mds USD****Dégradation du risque souverain équatorien.**

Les agences de notation ont dégradé la note souveraine à long terme de l'Equateur cette semaine, qui est passée de B- à CCC, puis à CC pour Fitch et de B- à CCC- pour S&P. Par ailleurs, l'indice de risque pays EMBI a atteint son plus haut niveau depuis 2009, atteignant 6063 pdb, ce qui ferme au pays l'accès aux marchés. Cette dégradation est liée à l'incertitude sur les capacités de l'Equateur à faire face à l'échéance des bons souverains 2020 (325 MUSD).

Paiement des bons souverains 2020 et arrivée de nouvelles ressources.

L'Equateur a payé 325 MUSD au titre de l'échéance de bons global 2020 (coupon de 1,5 Mds USD émis en 2015). Néanmoins, l'Equateur recourra à une période grâce (30 jours) pour le paiement des intérêts dus au mois de mars (200 MUSD) au titre des bons 2022, 2025 et 2030, ce qui permettra au gouvernement de disposer de ces ressources afin de faire face à la crise sanitaire liée au COVID-19. Le Président Moreno a par ailleurs indiqué que le gouvernement attend l'approbation de crédits d'un montant de 500 MUSD en provenance de la CAF, de la BID et de la Banque Mondiale, ainsi que l'approbation de 500 MUSD au titre de la facilité d'urgence du FMI. Enfin un crédit de 250 MUSD, approuvé en 2019 par la BID pour améliorer le système d'interconnexion transfrontalier, sera redirigé pour faire face à la crise sanitaire.

Pérou**2019 – Population : 32 M****PIB : 229 Mds USD****Le MEF détaille le « Plan économique face au COVID-19 » d'un montant de 4,6 Mds USD (16 Mds PEN).**

La Ministre Alva a évoqué, sur les réseaux sociaux, l'exécution de ce plan de 4,6 Mds USD (2% du PIB), dont 1,9 Mds USD (6,6 Mds PEN) ont été approuvés depuis le début de l'état d'urgence au travers de 14 normes. Les initiatives approuvées peuvent être déclinées en 3 volets : i) mesures sanitaires (262 MUSD), ii) aides économiques aux familles (630 MUSD) ; et iii) aides économiques aux entreprises (1 Md USD). Parmi les mesures approuvées on peut remarquer les allègements fiscaux pour les entreprises (684 MUSD) et ménages (232 MUSD) (dont le report de l'IS et l'IR pour les revenus inférieurs à 6 MUSD) et la subvention de 380 PEN (110 USD) pour les ménages pauvres et les indépendants gagnant moins de 320 USD en moyenne (3,5 M de ménages), qui représente un budget de 340 MUSD.

La Banque Centrale (BCRP) abaisse son taux directeur de 2,25% à 1,25%.

Il s'agit du niveau le plus bas depuis août 2009. Cette décision prise en session du Directoire vise à faire face au choc d'offre et la réduction de la demande interne que le Pérou subit et contemple la possibilité d'une récession au niveau global au 1S, en raison de l'épidémie du COVID-19.

L'état d'urgence est prolongé de 13 jours jusqu'au 12 avril.

Dans son message à la nation, le Président de la République a précisé que même si l'évolution de la « courbe » de personnes infectées répond aux attentes du gouvernement, il est nécessaire de prolonger l'état d'urgence et les mesures qui lui sont associées (confinement, couvre-feu, fermeture des frontières) pour parvenir à « aplatir » la courbe. Pour précision, les 330 000 premiers de tests (1,6 M au total) pour détecter le SARS-COV-2 commandés par le gouvernement n'arriveront que le 27 mars.

Le gouvernement réduit sa prédiction de croissance de 4 à 2% pour 2020.

C'est l'hypothèse véhiculée dans le projet de loi pour obtenir la délégation de facultés législatives (dans le cadre de l'épidémie COVID-19) remise au Congrès. Dans le texte de loi, l'exécutif estime également qu'il doit ponctionner 16 Mds PEN (4,6 Mds USD), soit 2,1% du PIB, du Fonds de Stabilisation Budgétaire. Ce montant sera destiné au Plan Économique face au COVID-19 ». Outre l'exécutif, la banque commerciale Scotiabank prédit quant à elle que la croissance ne serait que de 0,3% et le 1T pourrait voir une croissance négative de -1%. Pour sa part, l'agence de notation Moody's estime que le Plan du gouvernement pourrait relever le déficit budgétaire de 2% à 4% pour l'année 2020, marge gérable étant donné que le gouvernement dispose d'une épargne budgétaire de 10% du PIB.

Venezuela**2019 – Population : 28 M****PIB : 70 Mds USD****L'administration américaine inculpe les dirigeants chavistes pour trafic de stupéfiants.**

Le Procureur général des États-Unis, William Barr, accuse Nicolas Maduro et une douzaine de responsables chavistes de s'être associés aux dissidents des Forces armées révolutionnaires (FARC) pour envoyer de la cocaïne aux États-Unis. Dans cette perspective, l'administration américaine offre des récompenses allant de 5 à 15 MUSD pour obtenir des informations pouvant conduire à une arrestation ou une extradition des inculpés.

Le gouvernement adopte une série de mesures pour soutenir les ménages.

Les autorités chavistes prolongent l'interdiction de licencier jusqu'à décembre 2020. Cette mesure s'accompagne d'une promesse du gouvernement de prendre en charge les salaires des petites et moyennes entreprises et de verser des primes sociales « *bonos* ». Le gouvernement impose également un moratoire de 6 mois sur le paiement des loyers, des services de télécommunication et des crédits bancaires. Les secteurs prioritaires (alimentation, pharmacie, industrie d'hygiène) bénéficieront de prêts garantis par l'État et d'une exonération des droits de douanes sur les importations.

La production pétrolière chute fortement à cause de la saturation des dépôts pétroliers.

Selon la presse, la production pétrolière n'atteindrait que 450.000 b/j, contre 760.000 b/j en février 2020, conséquence de la saturation des dépôts pétroliers et de la chute des cours mondiaux. En raison de l'augmentation des inventus, le brut vénézuélien se négocierait autour de 5 USD le baril alors que son coût serait compris entre 10 et 19 USD. L'approvisionnement en carburant est par ailleurs perturbé par le manque d'entretien des raffineries et les mesures sanitaires, situation qui oblige l'entreprise nationale pétrolière (PDVSA) à fermer 95% des stations-services. Dans ce contexte de tensions sur l'offre de carburant, PDVSA aurait entrepris des travaux pour restaurer la raffinerie El Palito avec l'objectif de couvrir un tiers de la consommation nationale (100-150.000 b/j).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à christine.besnard-loporto@dgtresor.gouv.fr).

Service économique régional

Adresse : Carrera 11 No. 93-12
Bogota - COLOMBIE

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Rédigé par : les Services économiques Amérique andine
Revu par : Alexandre LAURENT

Version du 26 mars 2020